



Département de la **DROME**
Commune de **ROMANS SUR ISERE**

Démolition bâtiments ténement MACIF - parcelles BO n°98-181

MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

1 - ACTE D'ENGAGEMENT

Maître d'ouvrage : IMMOBILIERE VALRIM
24, rue Balzac – 26000 VALENCE
Tél. : 04.75.44.04.77

Maître d'œuvre : Cabinet DAVID
S.A.R.L. de Géomètre Expert, d'ingénierie des infrastructures et d'urbanisme
Laurent DAVID - Ingénieur E.T.P, Géomètre-Expert Foncier
Le Clos des Tanneurs - Immeuble "Le SPHINX" – BP 149 - 26104 ROMANS CEDEX
Tél : 04.75.02.07.27 – Fax : 04.75.02.74.82 - Email : contact@cab-david.fr

Entre les soussignés :

Monsieur Laurent MAISONNAS, représentant la société IMMOBILIERE VALRIM, 24 rue Balzac à 26000 VALENCE,

et ci-après désigné : "**Le Maître d'Ouvrage**"

d'une part,

a) Pour une entreprise individuelle :

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

b) Pour un groupement d'entreprises :

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

et _____
agissant pour le compte de _____
Entrepreneur de Travaux Publics dont le siège est à _____
inscrit au registre de commerce de _____
sous le N° _____ et à l'I.N.S.E.E. sous le N° _____

L'entreprise _____ est le mandataire commun des entreprises citées ci-dessus
groupées solidaires
faisant élection de domicile à **ROMANS SUR ISERE**

ci-après désigné : "**L'Entrepreneur**"

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSE

Le Maître d'ouvrage a lancé une consultation auprès des Entreprises spécialisées pour la réalisation de la démolition des bâtiments et ouvrages annexes sis sur les parcelles cadastrées section BO n°98-181 sur la Commune de ROMANS SUR ISERE (26).

Le présent marché est un marché privé s'inspirant des marchés publics suivant la procédure adaptée de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019 et correspond au lot de travaux Démolition bâtiment.

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage confie à l'Entrepreneur qui accepte la réalisation des travaux définis au dossier technique et suivant les propositions remises par l'Entrepreneur dans le cadre de la consultation lancée par le maître d'ouvrage.

Les pièces contractuelles qui constituent le dossier sont :

- le présent acte d'engagement,
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- le bordereau des prix unitaires qui est un complément du C.C.T.P dans la présente,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ou détail estimatif des travaux (les deux termes peuvent être employés indifféremment dans l'ensemble des documents avec le même sens, celui de la D.P.G.F),
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de travaux (arrêté du 30 mars 2021 et textes subséquents), la norme NFP 03-002 d'octobre 2014 et textes subséquents, les articles du CCAG prévalant sur ceux de la norme en cas de divergences,
- le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux (décret n°79-923 du 16 octobre 1979 modifié par le décret n°80-689 du 2 septembre 1980 et texte subséquents), le fascicule n°1 Dispositions générales et communes aux diverses natures de travaux, le fascicule n°2 Travaux de terrassements, la réglementation relative à la sécurité et à la santé conformément aux dispositions du Code du Travail ; le Décret n°96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, le Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante, l'Arrêté du 7 février 1996 relatif à l'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages avec de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement ; l'Arrêté du 7 février 1996 relatif à l'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de concentration en poussières d'amiante ; l'Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux modalités du contrôle d'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés aux inhalations de poussières d'amiante ; l'Arrêté du 4 avril 1996 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire ; l'Arrêté du 7 juillet 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis ; le Décret n°97-855 du 12 septembre 1997 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; le Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; le Décret n°2002-839 du 3 mai 2002 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; l'Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante ; l'Arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation à la prévention des risques liés à l'amiante ; l'Arrêté du 22 février 2007 et ses annexes définissant les conditions de

certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ; le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ; l'Arrêté du 08 avril 2013 et ses versions consolidées définissant les règles techniques aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ; l'Arrêté du 14 mai 1996 modifié par l'arrêté du 26 décembre 1997 relatif aux règles techniques et qualification que Doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante ; la Circulaire N° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors de travaux relatifs au flocage et calorifugeage contenant de l'amiante dans le bâtiment ; l'Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante, fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail ; la Circulaire DPPR/SDPD/BGTD/LT N° 970321 du 12 mars 1997 relatif à l'élimination des déchets contenant de l'amiante ; l'Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié ; l'Arrêté du 22 février 2007 modifié définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ; le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Les normes et dispositions réglementaires ; la norme NF X46-010 (octobre 2004 - février 2007) : Santé et sécurité au travail - Amiante friable - Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable ; la norme NF X46-011 : Santé et sécurité au travail - Amiante friable - Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable, la norme NF X46-020 (décembre 2008) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020) ; la norme NF X46-011 (août 2012) : Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises (Indice de classement : X46-011) ; le Décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ; l'Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ; l'Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique ; l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ; l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb...;

- le cahier des prescriptions techniques de la Commune et des services concessionnaires de voirie et de réseaux, (les prescriptions techniques de ces cahiers et dossiers prévalant sur toutes autres prescriptions et sont réputés connues de l'entreprises),
- le PGC et PPSPS s'il existent,
- le dossier de plans,
- Les notices et mémoires techniques remises par l'entrepreneur.

ARTICLE 2 - PRIX

Les travaux seront réglés suivant le montant indiqué ci-dessous et résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire des travaux ci-annexé.

Il est précisé qu'il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire, et que l'Entrepreneur reconnaît comme juste le quantitatif indiqué sur la décomposition du prix global et forfaitaire des travaux. En conséquence, aucune plus-value ne pourra être apportée au présent marché pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, si le maître d'ouvrage décide de ne pas réaliser une prestation décrite dans la décomposition du prix global et forfaitaire, cette prestation devant être homogène et ne pas mettre en cause le

fonctionnement global de l'ouvrage, le prix de cette prestation sera retiré du décompte définitif, et ce, sans indemnité. Ainsi, l'ordre de service prescrivant les travaux pourra porter sur tout ou partie seulement des prestations prévues à la décomposition du prix global et forfaitaire et l'entrepreneur ne pourra demander aucune indemnité en cas de diminution de la masse des travaux.

Les variations des prix seront rémunérées conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Les prix sont fermes et actualisables conformément aux modalités prévues à l'article 9 du C.C.A.P.

ARTICLE 3 - MONTANT DU MARCHÉ

Le détail estimatif des travaux fait ressortir le montant total hors taxes du marché solution de base à la somme de (en lettres) : _____

- Montant du détail estimatif H.T.
- T.V.A. au taux de 20%.....

MONTANT TOTAL DU DETAIL ESTIMATIF T.T.C..... **Euros**

ARTICLE 4 - PAIEMENTS - CONDITIONS DE REGLEMENT

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues à l'Entrepreneur en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de l'Entrepreneur sous le n° _____

à _____
Des acomptes mensuels pourront être délivrés sur situations provisoires. Il est précisé que les fournitures sont réputées représenter 70 % du montant figurant au bordereau des prix unitaires pour les travaux correspondants.

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte jusqu'à la réception des travaux. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le comptable chargé des paiements est le trésorier de la société IMMOBILIERE VALRIM.

ARTICLE 5 - DELAI D'EXECUTION

Le délai d'approvisionnement est de.....

Le délai de préparation des travaux est de

Le délai d'exécution des travaux est de

Soit un délai global de

En cas de retard sur ces délais, il sera fait application des pénalités prévues au C.C.A.P.

Toutefois, ce délai doit être compatible avec le calendrier d'exécution et le phasage des constructions des immeubles qui s'imposent au titulaire du présent lot de travaux.

ARTICLE 6 - JURIDICTION

L'Entrepreneur fait élection de domicile à ROMANS SUR ISERE.

Toute contestation relative à l'application du présent marché sera portée devant la juridiction dont dépend le lieu du domicile défini ci-dessus.

Fait à _____, le _____
L'Entrepreneur,

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,
A VALENCE, le _____
Le Maître de l'Ouvrage,

Le présent acte d'engagement, et les pièces constitutives du marché, sont reçus ce jour par
l'entrepreneur pour notification

A _____, le _____
L'entrepreneur,

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

SOUS-TRAITANCE ENVISAGEE AVANT LA PASSATION DU MARCHE :

L'annexe (les annexes) au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par un (des) sous-traitant(s) et les conditions de paiement du (des) contrat(s) de sous-traitance : le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal, suivant les stipulations du C.C.P. du marché, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

_____ Euros TTC (en chiffres),
_____ Euros TTC (en lettres).

SOUS-TRAITANCE ENVISAGEE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE :

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé, en cours d'exécution du marché, leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du (des) contrat(s) de sous-traitance au Pouvoir Adjudicateur du marché.

Les sommes figurant dans ce tableau correspondent au montant maximal, suivant les stipulations du C.C.P. du marché, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature de la prestation	Montant de la prestation TTC